

Réinventons l'internationalisme (4/4) - Pour un nouvel internationalisme

22 mars 2022

Comment enrayer la dynamique mortifère des puissances souveraines qui met en question les très fragiles règles et équilibres de la fin du XXe siècle ? La question qui est posée est celle d'une refondation radicale de l'Europe. La grande tâche de la génération montante consistera à inventer une cosmopolitique nouvelle fondée sur la démocratisation radicale des sociétés. Dernier volet d'une réflexion en 4 parties : face au nationalisme grand-russe, réinventons l'internationalisme.

[Face au nationalisme grand-russe, réinventons l'internationalisme \(1/4\)](#)

[Réinventons l'internationalisme \(2/4\) - La faillite d'un « anti-impérialisme à sens unique »](#)

[Réinventons l'internationalisme \(3/4\) : la responsabilité écrasante de l'Union européenne](#)

L'extrême droite et même une partie de la droite ont des sympathies avouées pour les « régimes forts », modèles de cette « autorité de l'État » qui est leur véritable ADN. La gauche radicale en toute logique ne devrait rien à voir avec cette rhétorique des « pouvoirs forts », pas plus qu'avec les arguments anesthésiants qui mettent en avant le « contexte » et le « partage de responsabilités ». Elle doit faire à cet égard toute la clarté sur ses propres fondements et principes. L'un de ces derniers est le droit inconditionnel à l'autodétermination des peuples. Comment pourrait-elle prétendre faire de la démocratie intégrale son but si elle défaillait sur ce point ?

En conséquence, aucune excuse ou justification alambiquée ne devrait ici entraver le soutien à la résistance armée ukrainienne, de la même façon qu'aucune excuse ou justification alambiquée n'aurait dû abandonner à son sort cruel la révolte démocratique des Syriens face à la barbarie.

Encore une fois, « le pacifisme n'est pas une option ». Mais le renforcement de l'OTAN et de l'Union européenne telles qu'elles sont, n'en est pas une non plus. Elles ne peuvent constituer pour les pays qui veulent échapper aux volontés impériales de leur grand voisin que de provisoires mais dangereuses protections comme on le voit encore aujourd'hui. La question stratégique posée aujourd'hui est celle de savoir comment obvier à l'affrontement de plus en plus direct des puissances étatiques à vocation hégémonique mondiale, dont les traductions dramatiques sont l'augmentation des budgets militaires, la sophistication croissante des moyens de force, la multiplication des espaces et des formes de conflit.

Cet affrontement mondial entre puissances étatiques a des effets directs sur l'accroissement des coercitions imposées aux populations, notamment celles de nature policière, en d'autres termes, il accélère la « dé-démocratisation » déjà largement entamée par la domination du néolibéralisme.

Refuser de parler à la place des Ukrainiens

Plutôt que d'hésiter devant l'envoi d'armements défensifs devant un agresseur qui ne connaît que la violence la plus barbare la gauche radicale doit chercher à peser sur le rapport de forces dans la guerre. Comment ? D'abord en ne parlant pas à la place des autres, en ne déniait pas le droit des Ukrainiens comme des autres peuples en butte aux pressions et menaces de Poutine de se défendre par tous les moyens qu'ils jugent bons, même si ceux-ci peuvent déplaire. L'urgence c'est l'autodéfense d'un peuple agressé. Ensuite en se montrant solidaire de la gauche radicale ukrainienne qui, comme on l'a vu, appelle à comprendre de quelle nature est le régime de Poutine afin de prendre toute la mesure de sa politique extérieure.

La guerre ne doit pas être menée contre « les Russes » mais contre un système qui les opprime. C'est pourquoi d'ailleurs il convient d'être particulièrement inquiets des possibles résurgences d'une extrême droite ukrainienne nationaliste, stimulée par la guerre, et qui n'est qu'un miroir du fascisme poutinien. On ne le sait que trop : le nationalisme nourrit le nationalisme.

La gauche radicale occidentale devrait être le premier relais de toutes les voix dissidentes qui se sont exprimées en Russie avec courage dès le début de l'invasion. On pense notamment à la lettre remarquable signé par plus de 10 000 enseignants, étudiants et diplômés de l'Université Lomonosov de Moscou qui « *condamne catégoriquement la guerre que notre pays a déclenchée en Ukraine.* » Cette lettre ajoute : « *L'action au nom de la Fédération de Russie, que ses dirigeants qualifient d'"opération militaire spéciale", c'est la guerre, et dans cette situation, il n'y a pas de place pour les euphémismes ou les excuses. La guerre est la violence, la cruauté, la mort, la perte des êtres chers, l'impuissance et la peur qui ne peuvent être justifiées par aucun but* ».

On pense aussi à [cette pétition des 664 chercheurs russes](#) qui dès le lendemain de l'invasion de l'Ukraine dénonçait la responsabilité entière de la Russie dans le déclenchement de la guerre et ajoutait : « *Nous comprenons le choix européen de nos voisins. Nous sommes convaincus que tous les problèmes entre nos deux pays peuvent être résolus de manière pacifique.* »^[1]

Le [manifeste des féministes russes](#) contre la guerre a fait de son côté le lien entre l'agression militaire et la promotion par Poutine des « valeurs traditionnelles » contre la dégénérescence occidentale qui contaminerait « l'âme russe » : « *Toute personne dotée d'esprit critique comprend bien que ces "valeurs traditionnelles" incluent l'inégalité de genre, l'exploitation des femmes et la répression d'État contre celles et ceux dont le mode de vie, l'identité et les agissements ne sont pas conformes aux normes patriarcales étroites. L'occupation d'un État voisin est justifiée par le désir de promouvoir ces normes si faussées et de poursuivre une "libération" démagogique ; c'est une autre raison pour laquelle les féministes de toute la Russie doivent s'opposer à cette guerre de toutes leurs forces.* » Le manifeste féministe appelle « *à constituer la Résistance féministe anti-guerre et à unir leurs forces pour s'opposer activement à la guerre et au gouvernement qui l'a déclenchée* ». ^[2]

Mais une autre tâche internationaliste urgente s'impose. Elle consiste à dénoncer l'étroite connivence du capitalisme de l'ouest, celui des Etats-Unis et de l'Union européenne notamment, avec la corruption des « élites » russes. C'est cette connivence qui a permis à la « machine à piller » de fonctionner dès les années 90. Ce capitalisme prédateur dont les premières victimes ont été et sont toujours les travailleurs russes a joui de toutes les facilités de blanchiment et de spéculation dans les circuits de la finance, de l'immobilier, du luxe, du sport, etc. offertes par des pays qui aujourd'hui s'offusquent de l'ultra-richesse des oligarques russes acquise par la corruption et l'entière soumission à Poutine.

C'est le système capitaliste financier mondial, avec toutes ses opacités, qui a contribué à fabriquer le monstre étatique poutinien, et c'est contre les deux qu'il faut faire l'union de tous les démocrates radicaux de l'Ouest et de l'Est. Les soldats russes vont-ils longtemps accepter de se faire tuer pour défendre un État à ce point voleur et corrompu ? C'est cette même complaisance intéressée des dirigeants politiques européens qui ont fourni à Poutine les moyens de renforcer et moderniser son armée. On apprend ainsi avec stupéfaction que la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, la Bulgarie, la République tchèque, la Croatie, la Finlande, la Slovaquie et l'Espagne ont livré pour 346 millions d'euros d'équipement militaire à la Russie entre 2015 et 2020, au moment où elle rasait les villes syriennes.

Europe « puissance » ou Europe fédérative ?

Enfin, cette gauche radicale ne peut se détourner de l'immense chantier de « l'architecture politique » de l'Europe et du monde. Comment enrayer la dynamique mortifère des puissances souveraines qui met en question les très fragiles règles et équilibres de la fin du XXe siècle ? Non seulement elle ne doit pas s'en détourner mais elle doit en faire l'une de ses priorités car l'organisation politique du monde détermine en grande partie toutes les autres. Croire s'y soustraire en mettant en avant une conception absolutiste et obsolète de la souveraineté nationale et un « non-alignement » est non seulement une faute politique et morale, c'est une erreur sur l'état du monde et sur le moyen d'éviter les pires calamités. On comprend qu'un pays agressé s'en prévale, on ne comprendrait pas qu'un pays requis de faire preuve de solidarité en fasse le prétexte d'un lâche abandon.

La question qui est posée est celle d'une refondation radicale de l'Europe sur des bases démocratiques, en rupture avec la logique de la souveraineté des Etats. Il faut inverser la logique de la construction de l'Union européenne en repartant d'en bas, c'est-à-dire des citoyens européens eux-mêmes et de leurs groupements, associations et organisations. C'est dire que l'alternative ne soit pas être cherchée du côté d'une

« rénovation » des institutions de l'Union européenne ou d'un renforcement de la fédéralisation s'orientant vers la création d'un Etat fédéral.

Il faut commencer par remettre en cause la répartition des pouvoirs entre Commission européenne, Conseils et Parlement. Un premier pas dans ce sens serait de supprimer le monopole de l'initiative législative détenu par la Commission européenne. Un deuxième pas serait de copartager ce pouvoir d'initiative entre les députés et les citoyens de sorte que ces derniers puissent prendre directement part à son exercice. Par là il s'agirait d'élargir la sphère du *délibératif* qui est le cœur de toute véritable démocratie digne de ce nom, à l'opposé de son court-circuitage par les pratiques du lobbying.

Mais ce ne sont là que les premiers pas en direction d'un objectif qu'il faut identifier comme celui d'une Europe *fédérative* et non d'une Europe *fédérale*. On demandera quel est le sens de cette distinction méconnue entre fédératif et fédéral. A vrai dire, elle a été passablement brouillée et obscurcie par les doctrines politiques qui ont repris à Montesquieu l'idée de « République fédérative » pour mieux la dissocier de celle d'Etat-nation.

En réalité, cette idée fait encore la part belle à la souveraineté des Etats fédérés de telle sorte que l'on serait fondé à parler d'un fédéralisme interétatique plutôt que d'une véritable logique fédérative. C'est ce type de fédéralisme que les constitutionnalistes américains ont fait triompher à Philadelphie en 1787 et c'est ce type de fédéralisme qui a prévalu sous une forme aggravée avec la création de la Confédération canadienne de 1867. Le fédératif auquel nous nous référons renvoie au « principe fédératif » de Proudhon et non au fédéralisme étatique, intraétatique ou interétatique. Il implique que toute la construction parte d'en bas, des communes et des unités politiques de base. Une Europe fédérative serait ainsi une Europe des communes dans laquelle ces dernières seraient libres de s'affilier entre elles indépendamment des frontières nationales, selon la logique d'une fédération transcommunale qui déborderait les limites de l'Europe elle-même. Bref, l'Europe fédérative, qui procède d'un communalisme transnational, est tout à l'opposé de l'Europe « puissance » ou de l'Europe « souveraine ».

Pas plus que l'Europe « puissance », l'Otan sous direction nord-américaine ne peut servir de bouclier universel. L'une et l'autre ne sont pas la solution mais une partie du problème. Le penser c'est rester dans la logique de l'affrontement et de la militarisation des « blocs ». On sait d'ailleurs combien ni l'une ni l'autre ne sont des garanties de respect du droit international : l'Irak, la Somalie, la Lybie, et bien sûr, la permanente violation de ce droit qu'est l'occupation des Territoires occupés suffisent à le montrer. Par ailleurs, on constate tous les jours et depuis longtemps que le mode de délibération et de décision de l'ONU, grâce au droit de veto au Conseil de sécurité, réduit l'organisation des nations à la plus complète impuissance dès qu'est en jeu l'intérêt de l'un ou l'autre des membres permanents.

Il n'y aura aucune paix ni aucune justice internationale, pas plus qu'une réelle « transition écologique » fondée sur la coopération mondiale, tant que ne sera pas inventée une tout autre institution chargée des rapports et des conflits entre Etats. Mais plus fondamentalement, on devine que le véritable problème tient à l'héritage de l'histoire qui a fait de l'Etat souverain la forme universelle d'organisation des sociétés. C'est bien au nom de cette aspiration à former un Etat souverain protégé de ses ennemis que se défend l'Ukraine, mais c'est tout autant au nom de ce même principe que la Russie prétend se défendre en envahissant son voisin.

Le potentiel destructeur du quasi monopole de la « forme Etat » dans les relations internationales, sans parler du droit de chacune de ces entités de persécuter ses sujets, doivent conduire à lui opposer l'exigence démocratique de sociétés qui s'autogouvernent de bas en haut et tissent entre elles de multiples liens échappant à la médiation étatique nationale. Ce qui montre comme nous l'avons dit au début, qu'il n'y aura pas de solution « internationale » aux crises qui affectent le monde sans solution démocratique à l'échelle de chaque société. La guerre que mène la Russie en est la plus tragique preuve. Et c'est bien pourquoi seul le développement d'une solidarité et d'une transnationalité des luttes émancipatrices peut offrir un peu d'espoir. Il ne suffira pas de renouer avec les formes anciennes de l'internationalisme du XIXe et du XXe siècles, qui se sont brisées sur la réalité des Etats nations et de leurs rivalités.

Reposant au départ sur l'idée saint-simonienne puis marxienne que le prolétariat mondial allait naturellement s'unir à mesure que s'étendrait le « marché universel » jusqu'à parvenir à constituer une société mondiale débarrassée et du capitalisme et des Etats nationaux, l'internationalisme socialiste a progressivement été

rattrapé et absorbé par les cadres politiques, symboliques et culturels de ces mêmes États nations. La dernière tentative de sauver cet internationalisme par delà le stalinisme et son « *socialisme dans un seul pays* », nommément celle de Trotsky avec la Quatrième internationale, est aujourd'hui arrivée à complet épuisement. Toute tentative de redonner vie à l'idée d'une direction centralisée des mouvements de lutte est vouée par avance à l'échec. La grande tâche de la génération montante consistera à inventer une cosmopolitique nouvelle fondée sur la démocratisation radicale des sociétés.

[1] Appel de 664 chercheurs et scientifiques russes : « Nous exigeons l'arrêt immédiat de tous les actes de guerre dirigés contre l'Ukraine », publié par Le Monde, 25 février 2022

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/02/25/appel-de-664-chercheurs-et-scientifiques-russes-nous-exigeons-l-arret-immmediat-de-tous-les-actes-de-guerre-diriges-contre-l-ukraine_6115263_3232.html

[2] Manifeste des féministes russes contre la guerre (27 février 2022)

<https://alencontre.org/europe/russie/manifeste-des-feministes-russes-contre-la-guerre.html>

URL source : <https://blogs.mediapart.fr/pierre-dardot-et-christian-laval/blog/220322/reinventons-linternationalisme-44-pour-un-nouvel-internationalisme>